



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

dette publique

Question au Gouvernement n° 2870

Texte de la question

DESENDETTEMENT DE L'ETAT

M. le président. La parole est à M. Gilles Carrez, pour le groupe UMP.

M. Gilles Carrez. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Depuis 1981, notre pays a pris la mauvaise habitude de vivre à crédit. Aujourd'hui, la dette publique approche les 1 200 milliards d'euros : c'est-à-dire 17 000 euros par Français. Et le seul paiement des intérêts de la dette absorbe les deux tiers de l'impôt sur le revenu.

Chaque Français comprend que cette situation est devenue insoutenable. Et, monsieur Thierry Breton, vous avez eu raison d'appeler l'attention du pays sur ce très grave problème.

Pour diminuer la dette, chers collègues, il n'y a pas de mystère : il faut diminuer les déficits. Depuis trois ans, telle est la priorité du Gouvernement, soutenu par la majorité.

M. Henri Emmanuelli. Et pourtant, ça monte !

M. Gilles Carrez. En 2004, en 2005 comme en 2006, la totalité des surplus de recettes a été affectée au désendettement. Ce sont ainsi quelques dizaines de milliards qui ont été consacrés à la diminution de la dette. Et, mes chers collègues, les premiers résultats sont au rendez-vous ! En 2005, la France est passée sous le seuil des 3 % fixé par Bruxelles.

En 2006, j'en suis sûr, nos résultats seront encore meilleurs ! *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.)*

Dans quelques jours, monsieur le ministre, nous aborderons la discussion du projet de budget pour 2007.

Pouvez-vous nous confirmer que le désendettement de la France reste une priorité incontournable ? Il en va de l'avenir de nos enfants ! *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. Thierry Breton, *ministre de l'économie, des finances et de l'industrie*. En effet, monsieur le député, avec la bataille pour l'emploi, le désendettement de la France est l'axe majeur de la politique économique du Gouvernement.

M. François Hollande. Politique bidon !

M. Jean-Pierre Brard. Bradeur !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Je tiens à rappeler que nous avons pris, à la demande du Premier ministre, un engagement sans précédent dans notre histoire économique : faire en sorte que le ratio de la dette rapporté au produit intérieur brut diminue de 2 % dès cette année !

M. François Hollande. Comment allez-vous faire ?

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Monsieur Carrez, le ratio d'endettement a baissé de 1,1 % au cours du premier semestre, ce qui ne s'était jamais vu ! Je peux donc vous confirmer que les 2 % seront bien au rendez-vous en 2006 !

S'agissant de 2007, nous en discuterons largement lors de la discussion du projet de loi de finances dans quelques jours. Nous avons inscrit dans ce projet, à la demande du Premier ministre, la poursuite du désendettement : 1 % de moins l'année prochaine, soit une baisse de 3 % en deux ans. La dette passera ainsi de 66,6 % à 63,6 % au cours des deux prochaines années.

M. Jean-Pierre Brard. Falbalas !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Alors je comprends que pour certains, cela paraisse nouveau !

Je tiens à dire très clairement que conformément aux souhaits de la commission des finances et dans le respect de la LOLF, nous avons souhaité que tous les surplus fiscaux, générés notamment par une activité économique meilleure que prévu, soient affectés au désendettement. Il s'agit de 5 milliards d'euros, comme nous l'avons annoncé à l'occasion du deuxième acompte de l'impôt sur les sociétés.

M. Jean-Pierre Brard. Pinocchio !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Voilà la politique que mène le Gouvernement !

M. Jean-Pierre Brard. Pinocchio !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Les actes sont conformes à l'esprit dans lequel nous travaillons : rebâtir un avenir crédible pour nos enfants. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Données clés

Auteur : [M. Gilles Carrez](#)

Circonscription : Val-de-Marne (5^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2870

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 4 octobre 2006

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 4 octobre 2006